Réponse à une enquête (2011)

GAGNER UNE GUERRE ?

La question posée met directement en relation la capacité de gagner une guerre avec la force morale nécessaire à la mener, c'est-à-dire avec la volonté de vaincre. Clausewitz l'avait déjà observé : « Les grandeurs morales comptent parmi les éléments les plus importants de la guerre. C'est l'esprit qui imprègne la guerre tout entière. Il s'impose par avance à la volonté qui meut et qui guide toute la masse des forces, faisant en quelque sorte corps avec elle, cette volonté étant elle-même une grandeur morale. Il se soustrait malheureusement à toute connaissance livresque, car il ne se mesure pas en nombres et n'entre dans aucune catégorie ; il demande à être aperçu ou senti ». Parmi ces « grandeurs morales », Clausewitz citait la « vertu guerrière » et le « sentiment national de l'armée », celles-ci ne pouvant qu'être renforcées par l'« enthousiasme du peuple »[1].

Clausewitz, dans une formule plus que célèbre, dit aussi que la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens. Mais que devient cette définition à une époque où la politique est elle-même menacée de toutes parts – par la morale (les diktats de l'idéologie des droits de l'homme), l'économie (la contrainte exercée par les marchés financiers), la technique et l'expertocratie ? La politique, en fait, ne disparaît pas, mais elle change de lieu. Ainsi que le soulignait Carl Schmitt, le politique et l'étatique ne sont pas synonymes : l'Etat n'est le lieu privilégié du politique qu'à certaines époques de l'histoire. Dès les années 1930, Schmitt avait perçu le déclin de l'Etat-nation. Lorsque l'Etat n'est plus l'instance « naturelle » du politique, le politique s'exprime ailleurs. La situation d'exception (le cas d'urgence), en révélant qui décide de façon souveraine en pareille circonstance, révèle du même coup le lieu où le politique a migré. Cette évolution est inséparable de l'avènement des guerres asymétriques, qui sont précisément des guerres dont l'un au moins des protagonistes relève de la sphère non étatique.

Le fait guerrier, à l'époque moderne, échappe de plus en plus à l'institution militaire classique, qui s'était inscrite de longue date dans le cadre de la vie des Etats. L'Etat a perdu le monopole du *jus ad bellum* qu'il s'était attribué durant des siècles. Les guerres ne sont plus menées seulement au nom du pur et simple intérêt des Etats, ce ne sont plus nécessairement des guerres entre Etats, comme à l'époque westphalienne du *jus publicum europaeum*, qui était celle de la guerre *réglée*, ni même toujours des guerres entre peuples, comme à l'époque des guerres de partisans. Les menaces sont extra-étatiques, sub-étatiques, infra-étatiques. La riposte tient de la contre-insurrection. L'échec des formes armées israéliennes face au Hezbollah (2006) ou au Hamas (2009) ont à cet égard valeur paradigmatique. L'incapacité des armées occidentales à s'imposer de façon durable en Irak ou en Afghanistan est tout aussi révélatrice.

Or, le facteur moral est décisif dans les guerres asymétriques. Il est même de nature à

renforcer l'asymétrie. L'ennemi doté de moyens plus faibles est aussi celui qui possède en général la plus forte volonté de vaincre. Le faible joue souvent sa survie dans une guerre asymétrique, ce qui n'est que plus rarement le cas du fort. Même quand sa survie n'est pas menacée, ses motivations (idéologiques, politiques, morales ou religieuses) sont généralement plus grandes. Pour s'engager dans une lutte de partisans, voire dans une action terroriste, il faut le vouloir : rien ne vous y oblige. Il faut être motivé. Déjà, à l'époque de la décolonisation, la force morale était du côté des peuples qui aspiraient à leur indépendance.

Les modes classiques de délégitimation, visant en général à nier la dimension proprement politique des guerres irrégulières, ne fonctionnent plus. Les résistants et les « combattants de la liberté » (*freedom fighters*) ont toujours été dénoncés comme des « terroristes » sans que le crédit ou le soutien dont ils jouissaient en soit véritablement affecté. Plus récemment, les terroristes modernes ont pu être assimilés, non pas à des corsaires (navires civils armés, mais combattant au service d'une autorité légale, avec l'autorisation de leur gouvernement, et respectant les lois de la guerre), mais à des pirates – c'est-à-dire à des hors-la-loi. La différence est que le pirate se bat pour ses seuls intérêts en dehors de toute légalité, à l'instar du gangster, tandis que les terroristes agissent au nom d'idéaux ou d'objectifs de nature clairement politique. D'où les difficultés qui surgissent quant au traitement à leur réserver.

Dans les guerres asymétriques, la supériorité technologique ne garantit plus la victoire. Les armées à fort potentiel technologique peuvent être mises en défaut par des adversaires a priori plus faibles, mais dotés d'une volonté plus forte, d'un soutien global des populations, de relais politiques importants. Une puissance militaire politiquement vulnérable n'a même pas besoin d'être vaincue par les armes pour se retirer du conflit, ainsi que la France l'a fait en Algérie en 1962 ou les Etats-Unis au Vietnam dix ans plus tard. L'asymétrie est plus marquée encore lorsque les belligérants en présence n'emploient pas seulement des tactiques différentes, fondées sur le choix des moyens, mais aussi des stratégies différentes (directes ou indirectes). L'analyse par Ivan Arreguin-Toft de quelque 202 conflits asymétriques survenus depuis 1800, indique qu'après 1950 le plus fort ne l'a emporté que dans 48,8 % des cas, contre encore 79,5 % des cas entre 1850 et 1899, ce qui traduit une capacité décroissante évidente du fort à vaincre le faible[2].

Stéphane Chalmin écrit très justement que, « pour les sociétés occidentales surmédiatisées, le moindre sacrifice humain est devenu insupportable et injustifiable ». La soixantaine de soldats français tombés en Afghanistan a peut-être plus traumatisé l'opinion publique française que ne l'avaient fait les milliers de soldats tués durant la guerre d'Algérie. Cette évolution est indissociable de l'idée que la mort elle-même est insupportable, car elle est par définition ce qu'il y a de pire. Or, toute guerre comportant le risque d'y être tué, elle suppose du même coup des hommes convaincus qu'il y a des choses pour lesquelles on peut accepter ce risque d'être tué, car en dernière analyse il y a des choses qui sont pires que la mort. La conviction qui domine aujourd'hui chez les Occidentaux affirme, à l'inverse, que rien n'est pire que la mort, fût-ce la dépendance, la servitude ou l'humiliation.

La montée de l'idéologie libérale n'est pas étrangère à ce phénomène. Le libéralisme soutient que la société peut et doit s'analyser à partir du seul individu. Sa vision de la société est celle d'une collection d'atomes individuels qui n'ont entre eux d'autres liens que ceux dictés par leurs intérêts. L'individu a le droit de tout faire, pourvu de ne pas nuire à d'autres individus. Mais si l'individu est au centre de tout, au nom de quoi peut-on l'obliger à participer à une guerre où il risque de perdre la vie ? Dans la mesure où il ne place rien au-dessus de l'individu, qui pourrait justifier que cet individu se sacrifie lui-même à ce qui est

plus que lui-même, le libéralisme est incapable de justifier le sacrifice de soi. C'est pourqoi il ne fait la guerre – car il la fait – qu'en contradiction avec ses principes.

Le facteur démographique joue également. D'une part, il modifie les rapports de forces (on voit d'ores et déjà son incidence dans le conflit israélo-palestinien). D'autre, il transforme la perception des pertes. En période de chute de la dénatalité, l'investissement affectif sur chaque enfant devient démesuré. On me permettra ici de citer un exemple personnel. Mon arrière-arrière-grand-père, Louis-Victor de Benoist, qui fut député de la Meuse de 1858 à 1870, avait quatre fils. Trois d'entre eux, Henri, Jules et Paul, devinrent généraux. Peu de familles sont aujourd'hui dans ce cas. Comme le dit Peter Sloterdijk, « on ne peut plus mener des guerres qui demandent beaucoup de sacrifices avec des armées de fils uniques ».

S'y ajoutent les différences de cultures et de mentalités, notamment la différence entre les sociétés individualistes occidentales et les sociétés traditionnelles où la personne est indissociable de la famille élargie ou du clan. Lorsqu'un soldat américain tombe en Afghanistan, ses proches le pleurent. Lorsqu'un Afghan tombe au combat, ses proches prennent les armes pour le venger. Grande différence !

Un autre facteur joue, non sur le moral, mais sur la morale (ou sur la bonne conscience) : c'est le fait de ne plus voir ceux que l'on tue. Au fil des siècles, l'évolution des techniques de guerre a toujours plus éloigné du corps à corps. L'usage de l'arme de jet, comme l'arc long ou l'arbalète, puis de l'arme à feu, a permis de tuer à une distance grandissante, encore accrue par l'artillerie à tir rapide. Le bombardement aérien a ensuite permis des destructions massives en pressant un simple bouton en haute altitude. Les drones (« faux bourdons »), aéronefs capables de voler et d'effectuer une mission, de bombardement notamment, sans présence humaine à bord, vont encore plus loin. Ils peuvent être pilotés comme sur *Flight simulator*. Le premier avion américain de combat furtif sans pilote, Taranis, peut même être piloté d'un continent à l'autre, grâce à son système de communications par satellite. Imaginons le fonctionnaire de Washington qui se rend à son bureau chaque matin pour bombarder un ennemi distant de 15 000 km. Fait-il encore la différence avec un jeu vidéo ?

*

Dans une guerre asymétrique, qu'est-ce qui constitue la « bataille décisive » ? Les Américains ont-ils gagné en Irak parce qu'ils ont écrasé l'armée de Saddam Hussein, où l'ont-ils perdue parce que cette victoire a déboucher le chaos ? De façon plus générale, veut dire « gagner » ? Défaire ? Soumettre ? Convertir ? Dans une guerre asymétrique, qui est l'ennemi ? Où est le champ de bataille ? Les guerres, on le sait bien, ne sont plus seulement militaires. Les conquêtes ne sont plus nécessairement territoriales. Elles peuvent être aussi bien politiques, idéologiques, économiques, commerciales, religieuses, technologiques. Elles peuvent reposer sur des stratégies d'influence, des migrations de population, des formes « pacifiques » de colonisation culturelle ou de dépersonnalisation des peuples. L'espace et le cyberespace, la sphère médiatique et les technologies de l'information, sont eux aussi des domaines d'affrontement.

Cela pose la question de la puissance. En quoi consiste-t-elle ? Dans le domaine militaire, elle ne se réduit pas plus au potentiel technologiques ou aux capacités matérielles qu'elle ne se ramène, dans le domaine civil, à la production de charbon et d'acier. La vision occidentale a toujours été techno/industrialo-centrée. Il serait temps d'en sortir, justement en redonnant toute sa place au facteur moral. Et aussi de bien distinguer, comme le font couramment les

stratèges russes, la puissance instantanée (les capacités d'actualisation) et la puissance dynamique (les capacités de potentialisation).

L'essence de la guerre a toujours été la même, mais ses formes n'ont cessé d'évoluer, tout comme les techniques employées. Le lien entre guerre et politique ne se réduit pas au fait que l'essence du politique réside dans la distinction de l'ami (public) et de l'ennemi (public) et dans l'éventualité d'un conflit pouvant les opposer (Carl Schmitt), la guerre pouvant alors être définie comme le moyen – ou le niveau d'intensité – le plus extrême du politique. Il est possible aussi de caractériser une forme politique donnée en fonction du type de guerre qu'elle rend possible : à l'époque de la monarchie, guerres entre Etats souverains personnifiés par leur monarque (jusqu'à la fin du XVIIIe siècle) ; guerres des sociétés et des peuples liées à l'apparition du nationalisme, à la constitution du peuple comme souverain et à l'identification du peuple à son Etat, où les peuples cessent d'être des moyens pour devenir des fins (à partir du début du XIXe siècle) ; guerres idéologiques, où l'on ne défend plus un Etat, un territoire ou un peuple, mais un ensemble de concepts abstraits, qui tendent à criminaliser l'ennemi et, du même coup, à devenir des guerres « totales » (à partir de la fin XIXe siècle) ; enfin l'époque actuelle, qui est à la fois celle de la « guerre contre la terreur », guerre asymétrique s'il en est, et de la « guerre des étoiles (espace et cyberespace), deux formes de guerre essentiellement déterritorialisées, mais qui recueillent aussi l'héritage des précédentes et coexistent parfois avec elles[3].

La guerre asymétrique apparaît lorsque les troupes en uniforme de Napoléon affrontent les guérillas et les milices irrégulières des partisans d'Espagne et du Portugal. C'est à cette époque que les distinctions traditionnelles entre civils et combattants, zones de combat et « arrière », ressources de guerre et autres biens, commencent à s'effacer. La guerre de partisans (qu'on appelait autrefois la « petite guerre ») semble se prolonger aujourd'hui dans le terrorisme. Une différence essentielle sépare cependant le partisan du terroriste moderne : c'est la déterritorialisation de l'action de ce dernier (aucun territoire n'est plus imperméable, aucun objectif n'est plus inaccessible, aucun moyen n'est plus proscrit, aucun environnement n'est plus circonscrit), quand le partisan, doté d'un caractère fondamentalement « tellurique » (Carl Schmitt), se définissait avant tout comme lié à un territoire.

Les premières guerres de masse, qui remontent à la Révolution française (la « nation en armes »), n'ont pas été exemptes de soubassements idéologiques, tel la « lutte contre le despotisme », mais ceux-ci ne constituaient encore qu'un vernis superficiel. Les premières guerres idéologiques modernes, où l'on peut voir une résurgence des anciennes guerres de religion, remontent à la guerre de Sécession américaine (1861-1865), qui fut le conflit le plus destructeur jamais connu par les Américains. Son coût total, estimé jusqu'ici à 620 000 morts, toutes causes confondues, a été réévalué récemment à 750 000 morts (plus que toutes les autres pertes enregistrées par les Etats-Unis de leur fondation jusqu'à nos jours). En 1860, la population américaine n'était que de 31 millions d'habitants, soit le dixième de la population actuelle des Etats-Unis. Rapportés à cette dernière, les dégâts de la guerre de Sécession représenteraient 7,5 millions de morts[4]. En Europe, la guerre idéologique apparaît en 1917 (la Première Guerre mondiale commence comme une guerre classique, mais s'achève comme une guerre moderne).

Dans la guerre idéologique, qui se justifie par la volonté de défendre des principes abstraits, l'ennemi n'est plus l'adversaire du moment, qui pourrait aussi bien devenir l'allié de demain ; il devient une figure du Mal, un criminel qui ne doit pas seulement être battu, mais jugé, condamné et éradiqué. La notion d'ennemi juste (*justus hostis*), dont par principe on

admettait naguère qu'il pouvait aussi avoir ses raisons, est remplacée par celle de juste cause (*justa causa*), notion éminemment morale qui fait de la guerre un affrontement entre le Bien et le Mal. Cette évolution affecte aussi bien le *jus ad bellum* que le *jus in bello,* ce dernier faisant l'objet d'une constante dégradation.

A date plus récente encore, la guerre ayant été condamnée, au moins depuis le Pacte Kellogg-Briand, comme quelque chose que l'on pourrait faire disparaître, les guerres ont été de plus en plus fréquemment travesties en opérations de police internationales, en interventions « humanitaires », voire en « guerres pour en finir avec la guerre ». Parallèlement, l'effacement des distinctions traditionnelles entre le front et l'arrière, les combattants et les non-combattants, les militaires et les civils, s'est encore accentuée. L'une des conséquences est que la proportion de civils tués au cours des guerres a augmenté régulièrement, jusqu'à dépasser le chiffre des pertes militaires. En matière de contre-insurrection, la guérilla étant menée par des hommes sans uniforme, indiscernables par conséquent des non-combattants, tout civil devient du même coup suspect – et l'action militaire (interrogatoires et renseignement) se confond avec l'action de police. Ce processus culmine dans la disparition de la frontière séparant la guerre et la paix. Les guerres ne sont plus déclarées, et ne s'achèvent plus sur un traité de paix. La guerre se prolonge dans la rééducation des peuples et les procès intentés aux dirigeants ennemis. A la guerre froide a sucédé la paix chaude.

La guerre devient totale. Mais elle oppose bien souvent, plus que jamais pourrait-on dire, des hommes à la motivation morale et à la volonté fortes à des armées qui, quelles que soient leurs qualités, savent n'avoir plus derrière eux l'« enthousiasme du peuple ». Le politique s'étiole et migre vers des instances inédites. Les peuples occidentaux, qui redoutent avant tout la mort, sont comme vidés de leur énergie. Perte des repères et « fatigue du sens » (Richard Millet). Et pourtant, les conflits continuent et des guerres majeures, de nature à restructurer le *Nomos* de la Terre, se profilent à l'horizon. Il faudra bien sortir un jour de cette contradiction.

Alain de Benoist

1. Carl von Clausewitz, *De la guerre*, Minuit, Paris 1955.

2. Ivan Arreguin-Toft, *How the Weak Win Wars*, Cambridge University Press, Cambridge 2005. Cf. aussi Andrew J.R. Mack, « Why Big Nations Lose Small Wars. The Politics of Asymetric Conflict », in *World Politics*, janvier 1975, pp. 175-200 (il s'agit de article qui a le premier popularisé l'expression de « guerre asymétrique »).

3. Cf. Alexandre Franco de Sá, « De la guerre des Etats à la guerre des étoiles », in *Krisis*, 34, juin 2010, pp. 76-89.

4. Cf. l'étude de l'historien J. David Hacker, à paraître dans le numéro de décembre 2011 de la revue *Civil War History*, qui estime que le bilan général a été sous-estimé en raison d'une information incomplète relative aux pertes des Sudistes.